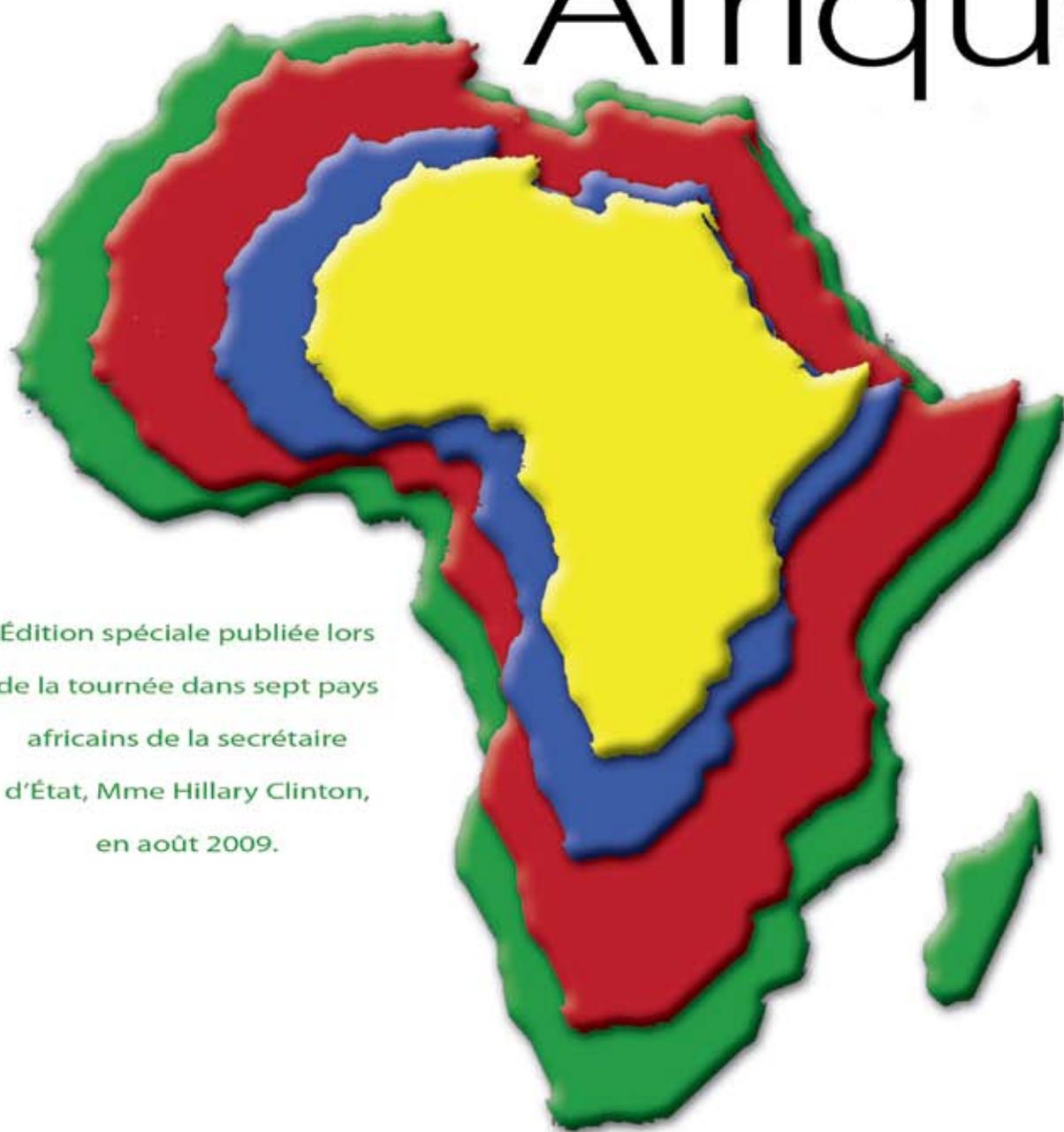
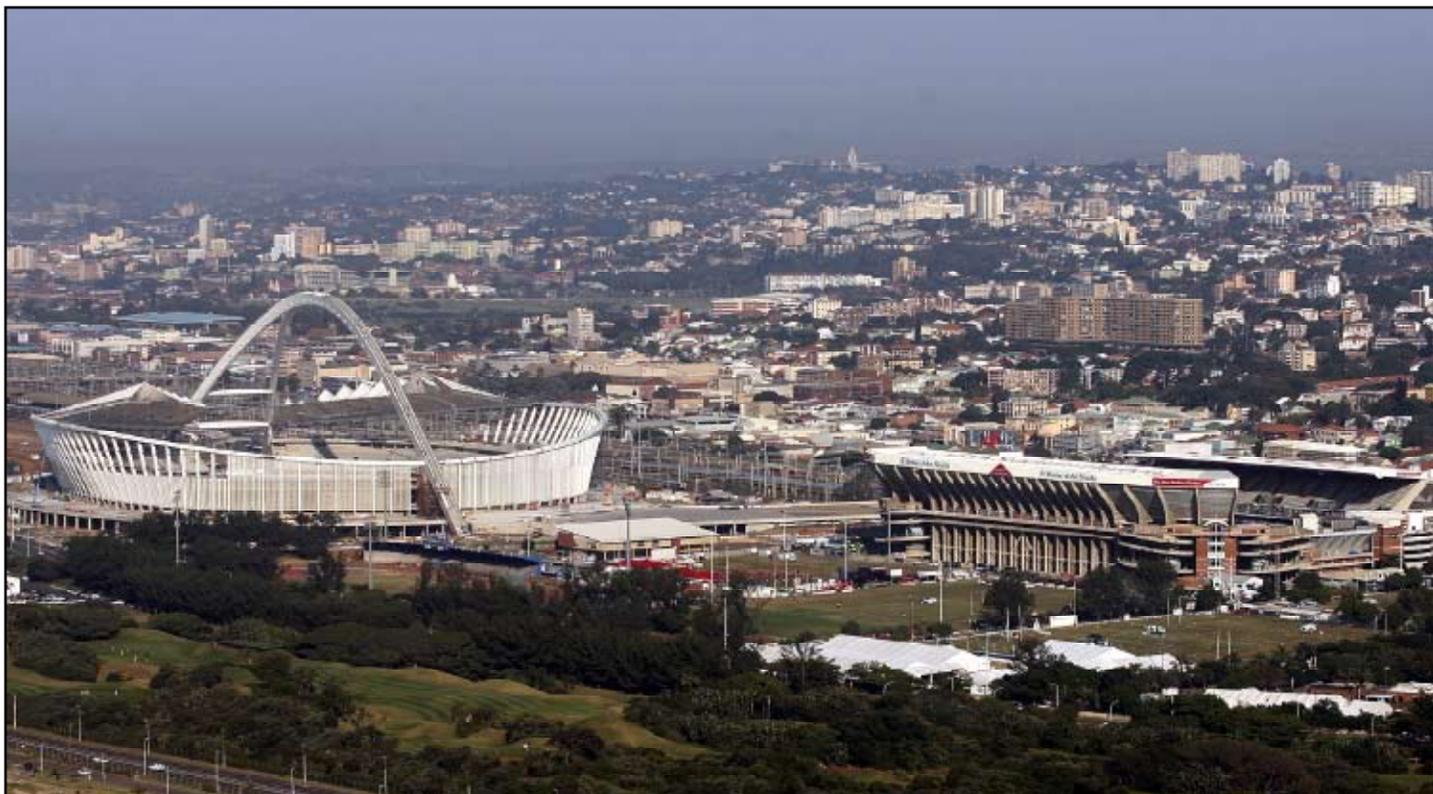


La croissance
économique
en
Afrique



Édition spéciale publiée lors
de la tournée dans sept pays
africains de la secrétaire
d'État, Mme Hillary Clinton,
en août 2009.

Sélection de textes tirés du site
America.gov/fr



La ville de Durban (Afrique du Sud) se prépare à accueillir les matchs de football de la Coupe du monde en 2010. (© AP Images)

L'AGOA encourage la coopération économique et le commerce en Afrique subsaharienne

Par Merle Kellerhals

La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui a été promulguée dans le cadre de la loi de 2000 sur le commerce et le développement, a principalement pour objet d'accroître le volume et la diversité des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne.

« L'AGOA vise également à promouvoir la coopération économique et le commerce en Afrique subsaharienne en encourageant les échanges commerciaux entre les pays bénéficiaires de ses dispositions », a récemment déclaré la représentante adjointe des États-Unis pour le commerce extérieur, Mme Florizelle Liser, devant une commission parlementaire. Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne se sont élevés à 104,6 milliards de dollars en 2008, soit trois fois plus qu'en 2001, qui était la première année

d'application de l'AGOA, a-t-elle précisé.

Les échanges commerciaux dans le cadre de l'AGOA avaient atteint 23,92 milliards en 2002, et continuent d'augmenter depuis, selon des statistiques officielles.

Les États-Unis sont cependant conscients que leurs échanges avec l'Afrique ont récemment diminué en raison de la crise économique internationale et de la baisse des cours du pétrole et d'autres matières premières. De nombreux pays africains bénéficient aujourd'hui des possibilités avantageuses offertes par l'AGOA, mais certains d'entre eux se heurtent à des obstacles importants pour ce qui est d'accroître leurs échanges commerciaux, a dit Mme Liser.

« Nous poursuivons nos efforts pour que de plus en plus de pays admissibles à l'AGOA puissent en profiter

; nous cherchons aussi à aider les Africains à faire face aux difficultés relatives à l'offre, à augmenter l'éventail et la qualité des produits qu'ils exportent et à renforcer la capacité concurrentielle de l'Afrique en général », a-t-elle souligné.

Le Huitième Forum de l'AGOA se tiendra du 4 au 6 août à Nairobi (Kénya), au Centre des congrès Kenyatta. Il aura pour thème les initiatives destinées à encourager les investissements du secteur privé susceptibles d'accroître le commerce et la croissance économique dans les pays de l'AGOA.

Mme Liser a indiqué que si l'Afrique subsaharienne augmentait sa part du commerce mondial de seulement 1 % pour atteindre un total de 3 %, cela se traduirait par une augmentation de 70 milliards de dollars des recettes annuelles découlant de ses exportations. « Cela montre l'importance des échanges commerciaux, qui sont une locomotive cruciale de la croissance économique pour l'Afrique et qui représentent près de trois fois le total de l'aide annuelle fournie par tous les bailleurs de fonds », a-t-elle ajouté.

Les économistes pensent qu'il est essentiel de trouver un bon équilibre entre le volume du commerce et la diversité des produits exportés pour garantir le développement et la croissance économiques à long terme dans cette partie du monde.

L'AGOA, qui a été modifiée à plusieurs reprises depuis sa promulgation initiale, vise à fournir un traitement préférentiel aux importations en provenance des pays admissibles qui mettent en vigueur des réformes axées sur l'économie de marché, indique une économiste du Service de recherche du Congrès des États-Unis, Mme Danielle Langton, dans une étude récente portant sur l'AGOA. « Les données montrent que la plupart des importations aux États-Unis dans le cadre de l'AGOA se font surtout dans le secteur de l'énergie, mais les importations d'autres produits ont aussi augmenté », précise-t-elle.

Les dispositions de l'AGOA exigent, entre autres, du président des États-Unis de fournir une assistance technique et le soutien de son gouvernement aux capacités commerciales des pays admissibles à l'AGOA. Parmi les organismes fédéraux qui jouent un rôle dans l'aide aux pays africains, figurent l'Agence des États-Unis pour le développement international

(USAID), l'Office du représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, la Société des États-Unis pour la promotion des investissements du secteur privé à l'étranger, la Banque import-export des États-Unis, le Service commercial des États-Unis pour l'étranger et l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement.

Mme Liser a indiqué que les exportations africaines étaient concentrées dans le secteur des matières premières, telles le pétrole, les minerais, le cacao et le café. « On voit peu en Afrique subsaharienne les activités industrielles qui sont la locomotive de la croissance économique dans d'autres parties du monde et qui y ont réduit la pauvreté ».

L'agriculture, qui est souvent considérée comme le point fort de l'Afrique, n'a pas contribué de manière positive à ses échanges commerciaux, a-t-elle dit. Le continent qui était exportateur net de produits vivriers est devenu en 2005 importateur net de ces produits.

« Nous pensons que la diversification des produits exportés et la transformation de produits agricoles en des produits d'une plus grande valeur à l'exportation pourraient améliorer la sécurité alimentaire dans ce continent, », a dit Mme Liser.

Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique en 2008

Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 28 % en 2008, aussi bien pour les exportations que pour les

importations, selon des statistiques publiées par l'Administration du commerce extérieur qui relève du ministère du commerce. En 2008, les exportations

américaines se sont élevées à 18,6 milliards de dollars, contre 14,4 milliards en 2007, et les importations ont atteint 86,1 milliards de dollars en 2008 contre 67,4 milliards l'année précédente

En tête de ces exportations figurent les machines, les véhicules et pièces détachées, le blé, les produits pétroliers raffinés, les aéronefs et le matériel électrique dont les appareils de télécommunication. Les importations américaines de produits africains se composent principalement de pétrole brut et de voitures.



Des dockers déchargent une cargaison de riz au port de Conakry (Guinée). (© AP Images)

L'infrastructure est indispensable au développement

Par Charles W. Corey

Le développement de l'infrastructure est un pilier essentiel du développement et de la croissance économique à long terme de l'Afrique, et cet objectif sera atteint plus facilement par des actions régionales et continentales.

Telle a été l'idée dominante exprimée par divers spécialistes et experts qui ont participé à la Conférence de 2008 sur l'infrastructure africaine qui s'est tenue du 6 au 8 octobre à Washington sous le parrainage du Corporate Council on Africa.

Le vice-ministre américain des transports, M. Thomas Barrett, et un ancien général des Marines,

M. Anthony Zinni, qui a travaillé dans plus de 70 pays du monde, se sont adressés à la conférence.

Si l'Afrique est un continent au fort potentiel, « libérer ce potentiel demeure une entreprise compliquée et qui implique de nombreux défis à relever », a dit M. Barrett.

« Afin d'exploiter le mieux possible les nombreuses possibilités qui s'offrent à elle, l'Afrique va devoir, je le dis franchement, se montrer beaucoup plus énergique. Il va falloir remédier à l'inefficacité et à l'insuffisance de l'infrastructure des transports si l'on veut que l'Afrique réalise son potentiel. » À cette fin,

le ministère américain des transports œuvre, tant aux États-Unis qu'en Afrique, à la création de partenariats efficaces dans ce domaine.

Lors du récent Forum de l'AGOA sur les transports qui s'est tenu au Cap (Afrique du Sud), a ajouré M. Barrett, des représentants du gouvernement et des milieux d'affaires « ont renouvelé leur engagement envers la croissance » et se sont mis d'accord sur une série de principes d'aide au développement de réseaux intégrés de transports.

L'intégration des réseaux est en effet importante, a-t-il souligné, et il suffit pour s'en convaincre d'évoquer les insuffisances infrastructurelles au niveau des ports africains. En effet, il ne s'agit pas seulement d'amener les marchandises à quai. Il faut ensuite pouvoir les distribuer dans l'intérieur des pays, que ce soit par voie ferroviaire ou routière.

Il a ensuite félicité les gouvernements africains d'avoir pris conscience de l'importance du rôle que jouaient les transports dans le développement économique. « Prenez l'histoire des États-Unis. Depuis leur fondation, ils ne cessent de construire des canaux, des voies ferrées et des réseaux d'autoroutes. Nous pensons que ce genre d'activité est essentielle, et qu'elle constitue un précurseur de la croissance. » Aux États-Unis, a-t-il affirmé, des partenariats entre les secteurs public et privé contribuent à étoffer l'infrastructure. M. Barrett s'est engagé à aider l'Afrique à adopter une approche semblable. Si les capitaux d'investissement manquent souvent dans le secteur public, c'est rarement le cas dans le secteur privé. Ce dernier peut donc servir à aider l'Afrique à améliorer ses réseaux de transports.

Le rôle du gouvernement, a-t-il précisé, consiste à créer les conditions du succès des investissements des partenaires du secteur privé. Les investisseurs souhaitent en effet des conditions fiables, notamment au niveau du respect des contrats et du respect de la règle de droit.

Il est également avantageux d'envisager une approche régionale et des alliances afin de minimiser les coûts et de maximiser les avantages et la sécurité.

M. Zinni a pour sa part identifié quatre facteurs clés du développement de l'infrastructure africaine :

1) Une réelle conception stratégique fondée sur une base régionale afin de créer des couloirs commerciaux qui non seulement permettront de transporter des marchandises, mais aussi de fournir les petites entreprises et de stimuler la croissance économique tout le long du réseau. « Il est important de mobiliser les organisations sous-régionales afin de régler le problème de l'infrastructure des transports. »

2) Renforcer les compétences locales afin de développer les capacités. « La capacité de planifier, de former, d'éduquer et de déployer » une main-d'œuvre locale est essentielle. Les populations locales doivent être impliquées dans ces projets.

3) Rassembler les ressources et encourager les investisseurs à construire en visant le long terme, de façon que les réseaux de transports profitent à la fois aux investisseurs et à la population locale.

4) Créer un climat favorable aux investisseurs, notamment par une gestion efficace des affaires publiques, la sécurité et la coopération régionale. À ce niveau, tout le monde a un rôle à jouer, des gouvernements africains aux investisseurs en passant par les donateurs, pour s'assurer que les projets envisagés sont justifiés, que les risques sont acceptables et que les réseaux de transports sont durables.



Un marchand alimente la pile d'un téléphone portable à Lagos (Nigéria). (© AP Images)

Les nouvelles technologies et l'économie africaine

Par Megan Neff

Les Africains de tout le continent entreprennent rapidement d'allier les techniques de pointe à leurs coutumes locales pour y renforcer l'infrastructure et l'économie, convaincus qu'à l'aide des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que les téléphones portables et l'Internet, il leur est de plus en plus facile et meilleur marché de gérer leurs affaires et de faire du commerce, a indiqué Mme Sala Patterson, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Mme Patterson et des représentants de l'Agence

des États-Unis pour le développement international (USAID), de la Banque africaine de développement et de l'association Africare ont participé à une table ronde avec deux parlementaires américains, MM. Donald Payne et Charles Rangel, et avec l'ambassadeur de la Commission européenne, M. John Bruton, le 18 juin, dans les locaux du Congrès. Cette table ronde a porté sur une étude intitulée Perspectives économiques en Afrique.

En Afrique, où les réseaux de télécommunications sont encore peu importants, les choses commencent

cent à changer, a dit M. Payne. Les nouvelles TIC, telles que les messages texto, jouent maintenant un rôle plus grand que les vieux réseaux de télécommunications qui se heurtent à des obstacles d'ordre géographique et politique.

Elles permettent aux Africains d'avoir accès à des informations relatives à la santé et à l'agriculture et à des services comme les services bancaires électroniques et à entrer en relation plus efficacement avec le reste du monde.

Des sociétés européennes telles que Vodafone (Royaume-Uni) ainsi que Vivendi et Orange (France) consacrent une grande attention au marché africain, où déjà 40 % des Africains possèdent un téléphone portable. Ce pourcentage atteint cependant près de 100 % en Europe, a indiqué une économiste de l'OCDE, Mme Laura Recuero-Virto. Les sociétés Nokia, Intel et Microsoft investissent aussi dans le secteur des TIC en Afrique.

Selon une directrice de recherche de la Banque africaine de développement, Mme Leonce Ndikumana, le taux de croissance économique de l'Afrique ne devrait être que de 3 % en 2009, contre 6 % l'année précédente. Un rapport cité dans l'étude sur les perspectives économiques en Afrique montre que l'usage croissant des TIC dans ce continent contribue à soutenir certaines parties de l'économie africaine en cette période de troubles économiques.

Par exemple, les téléphones portables au Niger, l'un des pays africains les plus pauvres, servent de plus en plus à la commercialisation des produits agricoles. Les agriculteurs peuvent envoyer des messages texto et se brancher sur l'Internet pour entrer en communication avec les marchés environnants et trouver le meilleur prix pour leurs produits, ce qui a contribué à réduire les prix et à permettre aux agriculteurs de transporter leurs produits là où ils sont le plus nécessaires et là où c'est le plus rentable.

Les services bancaires électroniques permettent aussi aux communes africaines de faire face à la récession

et de diminuer les frais de virement de fonds. Alors qu'un virement de 1.000 shillings (environ 13 dollars) par l'intermédiaire de la société Western Union coûte au Kenya 500 shillings, il n'est que de 30 à 75 shillings (moins de 1 dollar) avec M-Pesa, le nouveau service de virement entre téléphones portables. Les frais réduits de virement exigés par M-Pesa font que ce service a attiré 5 millions d'utilisateurs depuis deux ans. M-Pesa cherche à étendre ses activités en Afrique de l'Est et en Afghanistan.

L'Afrique se heurte encore à des problèmes en ce qui concerne l'accès à l'Internet et l'infrastructure technique. Selon les participants à la table ronde, moins de 7 % des Africains ont accès à l'Internet, et cet accès est peu commode et cher. Par ailleurs, l'absence de concurrence entre les fournisseurs a entraîné des coûts exorbitants.

Toutefois, a indiqué Mme Patterson, les réseaux à haut débit devraient devenir plus courants en Afrique au fur et à mesure que l'infrastructure s'étendra. On espère qu'un réseau de câbles à fibre optique pourra relier toutes les grandes zones métropolitaines de l'Afrique en 2012.

À cet effet, la participation des pouvoirs publics sera extrêmement importante si l'on veut que les consommateurs puissent bénéficier de la baisse de prix et que les TIC soient intégrées dans le développement général de l'infrastructure.



Des commerçantes bavardent dans un marché d'herbes médicinales à Lagos (Nigeria). (© AP Images)

Une femme d'affaires américaine donne des conseils aux Africaines

Par Charles W. Corey

La capacité de gérer efficacement, un travail assidu et l'entretien d'une passion sincère pour votre entreprise sont les trois caractéristiques les plus importantes de tout homme d'affaires. C'est ce qu'a affirmé Mme Rachel Allgood, chef d'entreprise et responsable de la création à Isocurve, une société de conseil qu'elle a fondée en 1996, lors d'une discussion en ligne organisée par le département d'État le 19 mars. Nombre des participantes étaient africaines. Mme Allgood est l'une des trois femmes d'affaires qui ont récemment représenté les États-Unis à l'International

Women's Entrepreneurial Challenge de New Delhi. « Je crois qu'il faut avant tout aimer ce qu'on fait », a dit Mme Allgood à des chefs d'entreprises de la Zambie et de l'Ouganda. « À mon avis, c'est impératif. Ce n'est jamais l'argent qui m'a motivée. Il est également important d'être prêt à soutenir et former les employés, et à les laisser occuper le devant de la scène chaque fois que c'est possible. C'est ce qui vous permet d'explorer de nouveaux domaines et, au bout du compte, de développer votre entreprise. Si vous essayez de contrôler tous les détails, votre entreprise va stagner.

Vous devez donc être prêts à faire des erreurs et à laisser les autres en faire autant. C'est comme cela que nous apprenons. »

À la question de savoir comment démarrer une entreprise, Mme Allgood a répondu que tout homme d'affaires devait commencer par se poser une série de questions : « Qu'est-ce que je veux faire ? Est-ce que mon idée correspond à un besoin du marché ? Est-ce que mon financement est en place ? Une fois que vous avez compris les tenants et les aboutissants de votre modèle d'entreprise, vous trouverez la réponse. Vous devez prendre un papier et un crayon et dresser une liste des avantages et des inconvénients, de vos atouts et des démarches que vous devez entreprendre. Ce n'est pas une décision qui peut se prendre efficacement sans tout ce travail de préparation. »

Comme on lui demandait des conseils sur la façon de gérer une entreprise et de la maintenir en bonne santé, Mme Allgood a répondu que les chefs d'entreprise devaient veiller à avoir suffisamment de liquidités pour couvrir les frais de gestion et de formation du personnel. « Une entreprise ressemble au corps humain. Lorsqu'un de ses éléments est déséquilibré, le reste souffre. »

Et d'ajouter : « Je pense que la principale raison pour laquelle certaines entreprises échouent est qu'elles manquent de souplesse. Rien n'est absolu. Le monde évolue constamment, tout comme la technologie et, partant, les affaires. Pour survivre, il faut être capable de s'adapter rapidement. »

Comme on lui demandait ce qui l'avait amenée à créer sa propre entreprise, Mme Allgood a répondu : « Il faut une bonne dose de réel optimisme. On rencontre des difficultés chaque jour, allant du manque d'argent à un employé qui a des problèmes personnels. Il faut toutes les surmonter. Au bout du compte, il faut trouver un objectif à ce que l'on fait, ça aide à éclairer la voie. »

De nombreuses femmes éprouvent des difficultés considérables lorsqu'il s'agit d'équilibrer leurs responsabilités au foyer et dans leur entreprise. Mme Allgood a déclaré : « Certaines femmes semblent s'en tirer très bien. Elles reçoivent généralement un excellent soutien de leur famille, de leur mari, de leurs collaborateurs.

Pour d'autres, ce n'est pas si facile, et elles se trouvent rapidement prises dans le cercle vicieux du surmenage et ne réussissent vraiment dans aucun domaine. C'est un choix que chaque femme doit faire. Chacune doit examiner ses ressources internes et externes, ainsi que les choix qui se présentent à elle : le travail exige-t-il de nombreux déplacements, de longues heures de présence, des employés, ou est-ce une idée que l'on peut faire fructifier à temps partiel, chez soi ? »

À la question de savoir quelles étaient les contributions des femmes d'affaires au monde, Mme Allgood a répondu : « Je pense que ce n'est pas seulement dans les affaires, mais dans de nombreux domaines, que les femmes ont fait des contributions. Elles ont dû travailler en coulisses pendant des siècles, transmettant des idées scientifiques par le truchement de leurs frères ou de leurs maris. Ces femmes ont tracé la voie pour nous toutes.

« Celles qui sont chefs d'entreprise, a-t-elle ajouté, ont trouvé le moyen de gagner de l'argent et d'influencer leur collectivité de façon unique. Prenez l'exemple d'Anita Roddick, la fondatrice de The Body Shop International (qui vend des savons et des produits de beauté) et l'œuvre qu'elle accomplit auprès des démunis. Ou encore Mary Kay Ash (fondatrice de Mary Kay Inc, une société de distribution de cosmétiques), qui a aidé des millions de femmes à trouver un moyen d'avoir leur propre entreprise. »

« Nous devons tous, hommes et femmes, nous souvenir que nos entreprises sont intrinsèquement liées à nos collectivités et que nous avons la responsabilité de donner à ceux qui ont parfois juste besoin d'une main tendue. »

À la question de savoir comment les femmes d'affaires pouvaient s'en tirer durant une crise économique internationale, Mme Allgood a répondu : « Une crise crée toujours de nouvelles possibilités. Il ne s'agit pas seulement de travailler dur, mais de travailler intelligemment. Y a-t-il quelque chose dont les gens ont besoin et que vous pouvez offrir ? Une crise est également une bonne occasion d'innover. Les gens sont plus susceptibles d'écouter lorsqu'ils ont besoin de bonnes solutions. »



Quatre chefs d'État se rendent à la Deuxième Conférence sur les investissements en Afrique de l'Est à Nairobi (Kenya) le 29 juillet 2009 : MM. Mwai Kibaki (Kenya), Pierre Nkurunziza (Burundi), Paul Kagame (Rwanda), et Abied Karume (Zanzibar). (© AP Images)

Les pays africains doivent jouer un rôle plus actif pour attirer les investisseurs

Par Charles W. Corey

L'Afrique se heurte à la concurrence d'autres parties du monde pour l'obtention de capitaux américains aux fins d'investissement, mais de nombreuses sociétés américaines considèrent ce continent comme un marché que l'on ne peut pas laisser de côté.

Ce sont là deux des grands points qui ressortent d'un récent rapport (A Conversation Behind Closed Doors : Inside the Boardroom. How Corporate America Really

Views Africa) de la Chambre de commerce des États-Unis sur la façon dont les sociétés américaines considèrent l'Afrique.

Les auteurs de ce rapport ont effectué un sondage auprès de dirigeants de 30 grandes sociétés de divers secteurs tels que l'aérospatiale, le secteur médical, les médias et les transports, en leur garantissant l'anonymat. La Chambre de commerce des États-Unis est la plus grande associa-

tion professionnelle du monde ; elle représente plus de 3 millions d'entreprises (petites, moyennes et grandes) de toutes les branches d'activité et de toutes les régions des États-Unis, ainsi que 112 chambres de commerce américaines situées dans 99 pays.

La concurrence entre les pays étrangers pour obtenir des investissements directs américains est forte, souligne le rapport. « Des pays de tous les continents présentent leurs avantages, adaptent leurs offres aux besoins des sociétés américaines, réclament à cor et à cri une attention et investissent dans leur propre territoire pour attirer des investissements supplémentaires. En conséquence, les sociétés américaines ne manquent pas de choix pour investir et considèrent rarement les pays africains. »

En effet, les médias américains ne font souvent état que des troubles qui se produisent dans le continent africain. En outre, « l'Afrique ne joue pas un rôle assez actif pour attirer les investissements ; la voix des quelques pays qui font des efforts à cet effet est perdue au milieu des bruits environnants à caractère négatif. »

Les auteurs du rapport soulignent cependant que certains pays africains font des efforts particuliers pour aider les pays étrangers qui investissent en Afrique. Ils font l'éloge en particulier du gouvernement nigérian qui a des rapports réguliers avec les dirigeants de sociétés étrangères pour les aider à remplir les formalités lourdes et souvent inutiles exigées par les pouvoirs publics au niveau local.

« Les sociétés américaines ont besoin d'être fortement attirées par l'Afrique dans un domaine donné pour que leurs investissements valent la peine. Ce peut être la possibilité d'un marché dynamique ou l'idée qu'il existe un avantage à se placer de bonne heure sur les marchés africains. Le sondage montre que peu de ces éléments existent ou qu'ils ne sont pas suffisamment forts pour attirer ces sociétés dans un avenir proche. »

Accentuer les éléments positifs et supprimer les éléments négatifs

Les résultats de cette étude ont permis de définir plusieurs grands facteurs qui influencent et attirent les investissements directs à l'étranger :

- un État de droit doté d'un appareil judiciaire indépendant qui puisse régler tous les litiges d'une manière impartiale,
- un climat favorable aux investissements créé par la réduction

des obstacles au commerce et par l'encouragement de la libre circulation des personnes et des biens,

- la possibilité que les avantages soient supérieurs aux risques pris par les investisseurs,
- enfin, un cadre économique favorable, une bonne infrastructure en matière de transports et de télécommunications, une main-d'œuvre compétente ou susceptible d'être formée, ainsi que des pratiques équitables en matière de commerce, d'investissement et d'emploi.

Les entraves aux investissements cités dans le rapport comprennent la perception que de nombreux pays africains sont en proie à des difficultés, telles qu'un climat peu propice aux investissements et la corruption, et qu'ils n'ont pas apparemment la volonté politique d'y mettre fin. En outre, « les dirigeants d'entreprise ne sont pas convaincus que le fait de ne pas investir dans des pays africains constitue un inconvénient en matière de concurrence » et ils hésitent donc à y investir.

Le rapport de la Chambre de commerce des États-Unis se fonde sur les résultats d'un sondage effectué auprès du secteur privé et constitue le premier de deux destinés à porter sur le climat en Afrique sous l'angle des investissements. Le second se fondera sur les résultats d'un sondage effectué auprès du secteur public et sera réalisé au cours des prochains mois.

L'Afrique, dont les habitants parlent un millier de langues, compte 14 % de la population mondiale, 53 pays, couvre 20 % de la superficie terrestre et possède quelque 30 % des réserves de minerais du monde. Malgré cela, les investissements des entreprises américaines en Afrique subsaharienne représentent un tout petit pourcentage de l'ensemble de leurs investissements dans le monde, indique un rapport que le Service de recherche du Congrès a soumis aux parlementaires en 2008.

À la fin de 2006, toujours selon ce rapport, les investissements américains en Afrique subsaharienne s'élevaient à 13,75 milliards de dollars, soit moins de 1 % de l'ensemble des investissements américains à l'étranger. Les investissements américains vont surtout dans le secteur des richesses naturelles. Leur pourcentage est de 47 % (à l'exclusion de l'Égypte) dans les secteurs minier et pétrolier, de 13 % dans le secteur industriel, de 22 % dans des sociétés de portefeuille et de 5 % dans le commerce en gros.

Le secteur industriel est peu important et ne joue pas le rôle moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté comme dans d'autres parties du monde.

L'agriculture, qui est considérée comme le grand atout de l'Afrique subsaharienne, ne contribue pas à l'accroissement de ses exportations. Depuis 2005, les pays subsahariens importent plus de produits agricoles qu'ils n'en exportent.

« Nous estimons que la diversification des exportations et la transformation des produits agricoles en des produits exportables de plus grande valeur peuvent contribuer à accroître la sécurité alimentaire dans cette partie du monde si l'on s'attaque à la question de la suffisance de l'offre de produits vivriers et de sa stabilité. »

Mme Liser a indiqué que la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), promulguée par le président Clinton en 2000, avait jusqu'ici permis d'augmenter aussi bien le volume que la diversité des échanges commerciaux des États-Unis avec l'Afrique subsaharienne. Selon les économistes, il est essentiel de parvenir à un bon équilibre entre le volume et la diversité des exportations pour favoriser durablement le développement et la croissance économiques dans les pays africains.

Les échanges commerciaux (exportations et importations) entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne se sont élevés à 104,6 milliards de dollars, soit le triple de ce qu'ils étaient lors de la première année de l'application de l'AGOA en 2001.

L'AGOA, a-t-elle dit, favorise aussi la coopération et les échanges commerciaux entre les pays subsahariens qui bénéficient de cette loi.

Toutefois, a dit Mme Liser, les États-Unis se rendent compte que les échanges commerciaux avec l'Afrique ont diminué par suite de la crise économique mondiale actuelle et de la baisse des cours du pétrole et des matières premières. Un grand nombre de pays

africains tirent parti des conditions avantageuses prévues dans l'AGOA, mais un nombre encore plus grand se heurtent à des difficultés importantes quant à l'accroissement de leurs exportations.

« Nous continuons de chercher à augmenter le nombre des pays bénéficiaires qui tirent parti de l'AGOA et également à aider ces pays à s'attaquer aux nombreux problèmes auxquels ils se heurtent dans le domaine de l'offre et à diversifier les produits qu'ils exportent et à en améliorer la qualité de manière à ce qu'ils puissent supporter la concurrence du marché. »

Selon des statistiques de l'Administration du commerce international qui relève du ministère américain du commerce, les échanges commerciaux (exportations et importations) des États-Unis avec l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 28 % en 2008 par rapport à 2007. En 2008, leurs exportations en Afrique subsaharienne ont atteint 18,6 milliards de dollars contre 14,4 milliards en 2007, et leurs importations 86,1 milliards de dollars contre 67,4 milliards en 2007.

Les exportations américaines se composaient principalement de machines, de véhicules et de pièces détachées, de blé, de pétrole raffiné, d'avions et d'appareils électriques dont du matériel de télécommunication. Le pétrole brut et les véhicules automobiles représentaient la plus grande partie des importations américaines.

Les principaux pays africains qui ont importé cette année-là des produits américains étaient l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Angola, le Bénin et le Ghana. Quant aux importations en provenance des pays africains producteurs de pétrole, elles ont augmenté pour tous les pays, à savoir le Nigéria, l'Angola, la République du Congo, la Guinée équatoriale, le Tchad et le Gabon.



Des dockers mettent des régimes de bananes dans un camion à Bukoba (Tanzanie). (© AP Images)

La MCC utilise l'AGOA pour stimuler le commerce et les investissements

Par Charles W. Corey

La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) et la Société du compte du millénaire (Millennium Challenge Corporation ou MCC) sont les pierres angulaires de la politique de développement en Afrique du gouvernement Obama parce qu'elles se complètent et qu'elles peuvent encourager le commerce et les investissements dans tout le continent.

La directrice des initiatives du secteur privé de la MCC, Mme Jeri Jensen, et le vice-président adjoint pour les programmes en Afrique de cet organisme, M. Jonathan Bloom, ont souligné l'importance de l'AGOA et de la MCC lors de l'entretien qu'ils ont accordé à America.gov, quelque temps avant le Huitième Forum de l'AGOA,

qui se tiendra du 4 au 6 août à Nairobi (Kénya).

La MCC est un organisme d'aide à l'étranger du gouvernement des États-Unis dont la mission est de faciliter la lutte contre la pauvreté dans le monde. Créée par le Congrès en janvier 2004, elle est en train de changer les points de vue quant aux meilleurs moyens de fournir l'aide américaine à l'étranger en se fondant sur l'importance d'une bonne politique, de la responsabilité des pays eux-mêmes et des résultats obtenus.

Mme Jensen a indiqué que les tarifs préférentiels accordés à certains produits africains par l'AGOA ne constituaient qu'un seul aspect de la décision d'une entre-

prise d'investir en Afrique. Pour que le statut préférentiel soit efficace, a-t-elle dit, « il faut qu'il aille de pair avec l'infrastructure dont l'entreprise a besoin afin de réduire ses coûts, d'accroître sa compétitivité et de faire parvenir ses produits sur les marchés. La plupart des pays qui peuvent prétendre à l'aide de la MCC ont choisi d'investir dans leur infrastructure, et cela va dans le même sens que les objectifs de l'AGOA qui cherche à accroître la capacité concurrentielle de l'Afrique dans le monde ».

A l'heure actuelle, 11 des 18 pays qui ont signé des accords avec la MCC sont africains, et 4,5 des 6,3 milliards de dollars investis par la MCC le sont en Afrique, a souligné Mme Jensen. D'une durée de cinq ans, ces accords d'aide portent sur le financement de programmes visant à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique. La MCC octroie également une aide financière moins importante dans le cadre de son programme de seuil. A ce jour, elle a fourni 440 millions de dollars d'aide dans le cadre de son programme de seuil en matière de réduction de la pauvreté en Afrique et dans d'autres pays du monde.

« Ces programmes ont trait à l'agro-alimentaire et à l'infrastructure. Il n'y a aucun autre programme actuellement qui, à ma connaissance, allie ces deux secteurs », a dit Mme Jensen. L'augmentation du produit intérieur brut qui découle des projets liés à l'agriculture entraîne une réduction de la pauvreté qui est deux fois supérieure à celle des autres catégories de projet.

Mme Jensen estime qu'environ 70 % du portefeuille de la MCC ont trait à des projets agricoles et qu'un grand nombre de projets d'infrastructure que finance la MCC servent d'une façon ou d'une autre à renforcer l'agriculture.

Pour sa part, M. Bloom a souligné que la MCC n'avait qu'un seul objectif : réduire la pauvreté au moyen de la croissance économique. « Il y a beaucoup d'autres raisons valables pour fournir l'aide américaine à l'étranger, mais nous, nous ne faisons que ça, a-t-il dit. C'est assez simple à expliquer mais plutôt difficile à accomplir. Nos efforts visent à susciter la croissance économique dans des pays pauvres pour la population pauvre, ce qui sera avantageux pour ces pays et éventuellement pour les États-Unis. »

M. Bloom a indiqué que la MCC se fondait sur trois grands principes. En premier lieu, elle travaille seule-

ment dans les pays qui ont adopté des mesures solides à l'appui d'un régime politique libre et d'un bon régime économique et qui investissent dans le domaine social. Deuxièmement, une fois que la MCC décide de venir en aide à un pays, celui-ci établit et gère le programme qui a été initié par l'accord d'aide. Troisièmement, parce qu'il est important d'arriver à des résultats, la MCC évalue la situation avant le début du programme et à sa conclusion pour créer « un climat de discipline qui invite les gens à investir ».

La MCC est souvent le donateur le plus important dans un pays donné ; elle accorde une aide financière qui peut atteindre 700 millions de dollars sur une période de cinq ans. Si une entreprise souhaite profiter des dispositions de la MCC ou de l'AGOA, elle peut être certaine que les fonds seront disponibles dans le pays pour cette période de cinq ans, a souligné Mme Jensen.

Pour illustrer ce point, M. Bloom a donné en exemple le Ghana et la visite du président Obama dans ce pays les 10 et 11 juillet. M. Obama, a dit M. Bloom, a déclaré que le Ghana avait adopté de nombreuses mesures difficiles pour promouvoir la bonne gouvernance, ce qui lui avait permis de prétendre à l'aide de la MCC dès le début. « Le Ghana a créé un climat politique et économique solide pour encourager les investissements du secteur privé. L'aide financière de la MCC au Ghana se chiffre à 547 millions de dollars ; signé en août 2006, l'accord d'aide était à l'époque le plus important que la MCC ait jamais conclu. Il comprend un ensemble complet d'investissements visant à accroître la valeur de la chaîne de production agricole et notamment ses capacités commerciales de même que des mesures d'incitation pour les investisseurs privés. »

En outre, a indiqué M. Bloom, la MCC finance des projets d'amélioration de l'infrastructure nécessaire au transport des marchandises, tels que la construction en Tanzanie de routes qui vont jusqu'à la frontière kényane et la modernisation de ports importants au Bénin et au Cap-Vert. Au Mali, a-t-il ajouté, la MCC finance également la modernisation de l'aéroport qui constitue un lien essentiel avec le reste du monde pour ce pays qui n'a pas d'accès à la mer.

La croissance économique en Afrique



Autres ressources :

<http://America.gov/fr>

en anglais

<http://facebook.com/eJournalUSA>

<http://www.youtube.com/user/Americagov>

<http://blogs.america.gov/>

Le département d'État des États-Unis d'Amérique / Bureau des programmes d'information internationale